



CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Septembre 2017 | FR



ÉDITORIAL
Chères lectrices,
chers lecteurs,

Les nombreux visages de la solidarité européenne

Brexit, compétitivité économique, création d'emplois et sécurité sociale, immigration, catastrophes naturelles et peurs: l'Europe est confrontée à une multitude de défis et bon nombre d'Européens sont convaincus, comme je le suis, que l'Union européenne ne pourra se montrer à la hauteur de ceux-ci qu'en étant unie et en mettant ses forces en commun.

Cet été, mon pays, le Portugal, a été frappé par des feux de forêt dévastateurs, qui ont également touché plusieurs autres pays du sud de l'Europe. La lutte contre ces incendies nous a permis de découvrir ce que signifiait vraiment la solidarité européenne: nous avons en effet rapidement bénéficié d'une assistance au titre du système européen de coordination, qui nous a aidés à gérer cette catastrophe. Malheureusement, ces gigantesques catastrophes ont entraîné la perte de nombreuses vies.

La solidarité européenne prend de multiples formes, qui vont du plan de sauvetage de la zone euro à l'assistance aux centres d'asile dans les États membres les plus touchés par la migration. Elle pourrait aussi inclure la mise en place d'un front uni face aux ingérences de dirigeants non européens dans des questions ou problématiques nationales ou européennes. Mais la solidarité ne se pratique pas à sens unique: un pays peut fort bien en bénéficier un jour et en faire profiter un autre jour. La solidarité implique sans aucun doute l'assistance mutuelle et est inhérente à l'idéal européen.

La solidarité européenne, c'est aussi défendre les mêmes règles démocratiques. Les Européens ont besoin d'être certains que leurs dirigeants s'emploieront à préserver les valeurs que sont la démocratie, la liberté d'expression, l'indépendance des médias, l'égalité des sexes et la solidarité. Lorsque ces valeurs sont menacées ou ne sont plus garanties, c'est à l'Union dans son ensemble qu'il revient de les défendre, y compris par des sanctions ou d'autres mesures prévues par les traités. Je veux espérer qu'en ce qui concerne les décisions en attente, les principes démocratiques prévaudront en fin de compte dans tous nos États membres. Je compte également sur l'ensemble de ceux-ci pour qu'ils respectent leurs obligations à l'égard du système d'asile de l'Union, une Union qui ne peut fonctionner correctement si chacun de ses États membres souhaite travailler isolément.

Le CESE est bien conscient de l'importance d'œuvrer ensemble, sur un pied d'égalité, et de trouver les compromis adéquats, qui fonctionnent aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest, pour le Nord que pour le Sud, et qui conviennent tant aux travailleurs qu'aux employeurs, aux consommateurs qu'aux producteurs. Pour y arriver, il convient de dialoguer, mais aussi de faire preuve de flexibilité. La volonté de s'attaquer à un problème et la disponibilité à sacrifier sa position dans le but de trouver une solution commune sont des attitudes nécessaires pour une Union à 28.

À l'heure où les travaux reprennent à Bruxelles, après la pause estivale, je souhaiterais rappeler aux dirigeants européens leur devoir et leur responsabilité à l'égard de leurs propres citoyens et à l'égard de l'ensemble de l'Europe. Je suis convaincu que mes collègues des États membres concernés mettront tout en œuvre pour défendre les droits démocratiques dans leur pays et pour soutenir les solutions européennes. J'en attends de même des responsables politiques européens: la liberté et la paix sociale sont des acquis trop importants pour être mis en péril.

Bonne reprise à Bruxelles!

Gonçalo Lobo Xavier
Vice-président du CESE

À VOS AGENDAS

Les 3 et 4 octobre, Panama
9^e réunion de la société civile organisée de l'Union européenne, de l'Amérique latine et des Caraïbes

Du 3 au 13 octobre, Bruxelles
Exposition photo sur le thème des 20 ans du Forum européen des personnes handicapées, JDE, Foyer 6

Les 18 et 19 octobre, Bruxelles
Session plénière du CESE

DANS CE NUMÉRO

2 La contribution du CESE au programme de travail de la Commission européenne pour 2018

3 L'UE doit s'attaquer à la question du démantèlement des navires

4 Le CESE plaide en faveur d'un plan d'action à long terme pour l'économie sociale, d'ici à 2018

Les produits de contrefaçon coûtent à l'UE 800 000 emplois chaque année

L'union douanière de l'UE revêt un rôle essentiel dans la lutte contre la contrefaçon.

La production de marchandises de contrefaçon est en plein essor. Bien qu'étant encore considérée comme un phénomène extérieur, elle est aussi en augmentation à l'intérieur de l'Union européenne. Les réseaux criminels voient dans la contrefaçon une activité rentable qui comporte moins de risques que d'autres, présente l'avantage de coûts de transport réduits et permet de contourner les contrôles douaniers. Les chiffres, même s'ils reposent en bonne partie sur des estimations et des approximations, sont alarmants: en ce qui concerne l'Union européenne, l'OCDE estime que les produits contrefaits ou piratés pourraient représenter jusqu'à 5 % des marchandises importées, soit 85 milliards d'EUR, ce qui occasionne la perte d'environ 800 000 emplois et d'approximativement 14,3 milliards d'EUR de recettes fiscales par an.

Le CESE estime que l'Union et ses États membres ne doivent plus ignorer ce phénomène et les invite à soutenir les PME et les secteurs touchés en procédant à la mise à jour, à l'harmonisation et au renforcement du cadre réglementaire. **Antonello Pezzini** (groupe des employeurs - Italie), rapporteur de l'avis du CESE sur «**L'industrie des produits contrefaits et piratés**» adopté lors de la session plénière du CESE en juillet dernier, a appelé la Commission européenne et les États membres à accroître leurs efforts en vue d'accélérer la mise en place d'un système de douane unique européen doté de procédures et d'instruments communs et de bases de données unifiées et facilement accessibles.

De même, les entreprises et les propriétaires de marques devraient rechercher des partenariats avec des fournisseurs de sites internet, des producteurs de contenu, des opérateurs de paiement électronique, des annonceurs publicitaires et des registres de domaines internet: ensemble, ils seraient en mesure de s'adapter rapidement aux brusques changements du marché.

Les 3 000 zones franches situées dans 135 pays différents - la zone franche de



Tanger Med, au Maroc, n'est qu'à 15 km de l'UE - doivent faire l'objet d'une attention particulière, en ce sens qu'il s'agit de territoires qui sont souvent utilisés comme lieux d'échange, de falsification de documents et de ré-étiquetage du contenu des conteneurs.

Dans son avis, le CESE préconise l'adoption d'un nouveau cadre au niveau de l'UE pour la période 2018-2021, assorti d'un plan d'action pleinement financé et coordonné afin de renforcer la législation et les initiatives prises à l'échelon de l'Union européenne dans le domaine de la lutte contre la contrefaçon. (sma)

Michel Barnier au CESE: «Pas d'avantages à la carte dans le cadre du Brexit»

«Le Brexit est synonyme d'incertitude», a expliqué **Michel Barnier** en ouverture du débat avec les membres du CESE ce 6 juillet, «incertitude pour les citoyens, pour les entreprises et pour l'emploi». Il a souligné que sa mission était de négocier sur la base de ce que le Royaume-Uni avait mis sur la table, notamment la suppression de la libre circulation des citoyens de l'Union, une autonomie législative complète, l'incompétence de la Cour de justice de l'Union européenne et la liberté de signer des accords de libre-échange, ce dernier point impliquant de quitter l'union douanière et le marché unique.

Il a ajouté qu'il existait cependant aussi une certitude, à savoir que le Royaume-Uni deviendrait un pays tiers, et que:

- les libertés fondamentales, à savoir la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, sont indivisibles;
- il n'est pas possible de participer ou non au marché unique selon le secteur;
- l'UE entend conserver son autonomie pour la fixation des règles et normes économiques et sociales qui doivent être respectées par tous les tiers.

M. Barnier a déclaré que le Royaume-Uni et l'UE doivent être conscients du fait que

le Brexit aura un coût et qu'il appartient à l'équipe de négociation de maintenir ce coût au niveau le plus bas possible.

Les membres du CESE ont fait part de leurs préoccupations concernant les droits des consommateurs, les droits sociaux et la politique commerciale. Les membres de la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord ont quant à eux soulevé la question de l'accord du Vendredi saint, qui a été conclu principalement grâce à l'aide de l'UE.

M. Barnier a souligné que l'Union européenne souhaitait un accord équitable et équilibré, et qu'un échec en la matière serait le pire des scénarios envisageables, car il équivaldrait à un retour à un passé lointain, notamment à une situation où les relations commerciales avec le Royaume-Uni seraient régies par les règles de l'OMC, ce qui rendrait les produits plus chers.

Chacun s'est accordé à dire que si le Brexit est une question importante et qu'il est dans l'intérêt des 27 comme du Royaume-Uni de parvenir à un bon accord, l'enjeu principal est l'avenir de l'Europe. «Nous devons faire en sorte que les citoyens prennent conscience des avantages innombrables liés au fait d'être membre de l'UE. Le Brexit a montré très clairement que nombreux sont ceux qui



Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE dans le cadre du Brexit, avec **Georges Dassis**, président du CESE

ne se rendent pas compte que ces avantages résultent de l'adhésion à l'Union européenne. Au Royaume-Uni, de nombreuses personnes commencent seulement à s'en apercevoir. Aujourd'hui, il revient aux acteurs européens de rendre l'UE à 27 plus forte et plus solidaire. Le CESE est prêt à être un partenaire de premier plan de ce processus», a conclu **Georges Dassis**, président du CESE. (sma)



Contribution du CESE au programme de travail 2018 de la Commission européenne



Créer un récit positif pour l'Union européenne, consolider ses fondements économiques, renforcer sa dimension sociale, faciliter la transition vers une économie circulaire et à faibles émissions de carbone, et responsabiliser et associer la société civile: tels sont les principaux messages figurant dans la contribution du CESE au programme de travail 2018 de la Commission européenne.

Dans sa contribution au programme de travail 2018, adoptée le 5 juillet, le CESE a invité la Commission européenne à faire du développement durable l'élément transversal au cœur de ses travaux, en renvoyant aux trois «piliers» du développement durable: i) consolider les fondements économiques de l'Europe; ii) renforcer sa dimension sociale; et iii) faciliter la transition vers une économie circulaire et à faibles émissions de carbone.

Le CESE a formulé des propositions d'action détaillées, articulées autour de six priorités politiques:

- poursuivre le développement du marché unique;
- promouvoir l'esprit d'entreprise, l'innovation et le développement industriel;

- développer la dimension sociale de l'UE;
- canaliser les ressources financières publiques vers la croissance durable, l'innovation, l'emploi et la cohésion;
- protéger les Européens contre les menaces pour la sécurité; et
- susciter un dialogue civil structuré.

Le 12 juillet, le président du CESE, **Georges Dassis**, a rencontré le premier vice-président de la Commission, **Frans Timmermans**, afin de lui présenter le document. M. Dassis a souligné l'accent mis sur le développement durable, découlant du lien fort qui existe entre l'économie, l'emploi, le bien-être des citoyens et l'environnement.

Au cours de cette réunion, M. Dassis a soulevé la question de la participation adéquate du CESE à la plateforme multipartite sur les objectifs de développement durable, que la Commission met actuellement en place. (mm)

La robotisation des transports doit viser à créer de la valeur ajoutée pour la société

La numérisation et la robotisation des transports apportent des avantages innombrables mais soulèvent également des préoccupations d'ordre social auxquelles doivent répondre les responsables politiques de l'UE, à commencer par les menaces pour la vie privée des citoyens et la question des pertes d'emploi. Tel a été le message délivré par le CESE dans l'avis d'initiative novateur élaboré par la rapporteure Tellervo Kylä-Harukka-Ruonala (groupe des employeurs – Finlande) et adopté lors de sa session plénière de juillet.



Une meilleure accessibilité, une efficacité accrue, une amélioration de la sécurité de la circulation et une réduction des émissions ne sont que quelques-uns des avantages apportés par la numérisation et la robotisation des transports. Toutefois, à mesure que cette révolution se déploie graduellement, les menaces potentielles qu'elle présente apparaissent également. Il est essentiel que les responsables politiques de l'UE répondent à ces préoccupations, si l'on souhaite que la société tire le meilleur parti de ces évolutions.

Les principales préoccupations des citoyens en ce qui concerne le transport numérique portent sur la **sécurité, la sûreté et le respect de la vie privée**. À l'avenir, les transports seront entièrement fondés sur les données, aussi est-il indispensable de veiller à la protection de celles-ci. Pour dissiper les craintes de l'opinion publique, il est également essentiel de faire progresser la cybersécurité et d'aborder les problèmes de responsabilité.

Les conséquences sur le **marché du travail et la nature du travail** sont également une source d'inquiétude majeure pour les citoyens. Les transports sans pilote et l'utilisation croissante de la robotique dans l'exploitation des terminaux entraîneront des pertes d'emploi. Mais tout en «volant» des emplois, les robots permettront également d'en créer de nouveaux, en particulier dans les technologies de la communication, les services numériques, l'électronique et la robotique. Le travail physique et les tâches de routine diminueront, tandis que les tâches créatives ou ayant trait à la résolution de problèmes joueront un rôle de plus en plus important. Il est donc essentiel de s'attaquer au déficit de compétences et d'adapter les systèmes d'enseignement afin de répondre à la demande de nouvelles qualifications. (dm)

Le financement rural doit rester simple tout en s'améliorant

Les régions rurales d'Europe divergent au sein d'un même État membre et entre ceux-ci. Il est important d'avoir conscience de ces différences et de veiller à ce que les programmes relatifs au milieu rural en tiennent compte. Dans son avis d'initiative intitulé *De la déclaration de Cork 2.0 aux actions concrètes*, le CESE plaide pour un financement plus ciblé afin d'aider les zones rurales à se développer.

Le développement rural est une question transversale et ne peut être soutenu exclusivement par le Fonds européen agricole pour le développement rural. Le CESE plaide en faveur d'une politique insistant davantage sur la cohésion et d'une augmentation de la part de l'ensemble des Fonds ESI alloués au développement rural de manière à réduire les disparités et les déséquilibres territoriaux.

Le CESE estime qu'un «test rural» des décisions politiques devrait être obligatoire et qu'il est urgent de procéder à une **simplification** à tous les niveaux. Il soutient la déclaration de Cork 2.0, car celle-ci apporte un soutien fort à une politique rurale de l'UE.

L'agriculture durable et le développement rural ont besoin de solutions innovantes. Il existe un grand potentiel de solutions respectueuses du climat et d'une économie plus circulaire reposant sur une démarche écologique. Produire de l'énergie solaire, éolienne, hydraulique et de la bioénergie ne contribuera pas seulement à la lutte contre le changement climatique, mais constituera également une source de revenus durable pour la population des zones rurales.



La rapporteure **Sofia Björnsson** (groupe des activités diverses – Suède) pendant le débat

Si l'on veut que les jeunes restent dans les zones rurales et que les entreprises y prospèrent, la qualité de la couverture à haut débit est essentielle. Dans le cas où les forces du marché sont insuffisantes, un financement de l'Union devrait être utilisé pour aider les communautés isolées à bénéficier du haut débit.

Les terres agricoles et les forêts couvrent 85 % du territoire de l'UE et constituent un paysage diversifié susceptible de contribuer à générer des activités économiques autres que l'agriculture, en particulier dans les industries du tourisme et des loisirs.

L'agriculture est également le principal moteur de la transition vers des systèmes alimentaires durables. Promouvoir la consommation locale réduit la chaîne d'approvisionnement et aide ainsi à préserver notre environnement. (sma)

Le CESE appelle l'Union européenne à reconnaître la diversité des PME dans la législation

Les PME constituent l'épine dorsale de l'économie européenne et leur capacité à contribuer à son développement est gigantesque. Fort de ce constat, le CESE déploie de multiples efforts pour encourager les institutions de l'UE et les États membres à élaborer des politiques vigoureuses de soutien aux PME.

Dans un avis (rapporteure: **Milena Angelova**, groupe des employeurs – Bulgarie) adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE s'est inquiété du fait que **la formulation et la mise en œuvre des politiques en faveur des PME présentent des lacunes qui réduisent considérablement leur efficacité**, et a invité la Commission à y remédier.

Si le CESE a salué les efforts consentis pour mettre les PME au cœur des politiques économiques au cours de la décennie écoulée, il a insisté sur le fait que les politiques de l'UE visent des objectifs beaucoup trop vastes et ne tiennent pas compte de la diversité des PME. Les politiques de l'UE en faveur des PME devraient analyser en détail les besoins spécifiques des microentreprises, des entreprises familiales et «traditionnelles», des entreprises sociales, des professions libérales, des indépendants et d'autres catégories, qui ont souvent des formes juridiques et des modes de fonctionnement très différents.



La rapporteure **Milena Angelova** (groupe des employeurs – Bulgarie) lors de la session plénière de juillet

En outre, le CESE invite la Commission à évaluer si la **définition actuelle des PME correspond à leur diversité**, aux dynamiques sectorielles et à leurs spécificités.

Il est fréquent que les petites entreprises et très petites entreprises ne soient pas au courant de l'existence de mécanismes de soutien. Il existe également un **important déficit de communication entre les décideurs politiques et les PME**, auquel il faudrait remédier d'urgence.

Le CESE est un ardent défenseur des PME. À ce titre, il a déjà adopté un certain nombre d'avis sur la manière dont ces politiques de soutien devraient être conçues, notamment sur les thèmes suivants: «Réexamen du «Small Business Act» pour l'Europe» (2011), l'accès au financement, le programme COSME, les PME et les possibilités du marché mondial (2012), et la réglementation intelligente (2013). (mq)

LE CESE VU DE L'INTÉRIEUR

Rapport annuel d'activité 2016

La brochure «Le CESE vu de l'intérieur – Rapport annuel d'activité 2016» vient d'être publiée. Il s'agit de la version destinée au grand public du rapport d'activité pour l'année 2016.

Cette publication, qui est agrémentée de graphiques et de différents éléments visuels permettant de mieux comprendre les rouages du CESE, existe en six versions linguistiques: anglais, français, allemand, espagnol, italien et polonais. Des exemplaires imprimés peuvent être obtenus en contactant le CESE: <http://www.eesc.europa.eu/fr/general-contact-form>.

La brochure et le texte intégral du rapport sont disponibles aux adresses suivantes:

Brochure: <http://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/le-cese-vu-de-linterieur-rapport-annuel-dactivite-2016>

Texte intégral (uniquement en anglais): <http://www.eesc.europa.eu/sites/default/files/resources/docs/aar2016.pdf> (jp)



L'UE doit s'attaquer à la question du démantèlement des navires



L'Europe détient la capacité et le savoir-faire technique qui sont nécessaires pour réparer et entretenir les navires ainsi que les plateformes pétrolières et gazières. Elle a un intérêt économique majeur à conserver et à développer une industrie spécialisée du recyclage des équipements en mer. Aujourd'hui, c'est à la Commission d'affûter le règlement relatif au recyclage des navires en mettant en place un instrument financier qui encourage ce recyclage dans des installations agréées par l'UE.

Deux manifestations organisées à la fin du mois de juin par le CESE et des députés du groupe des Verts au Parlement européen, Margrete Auken (Danemark), Pascal Durand (France) et Bart Staes (Belgique), ont mis en évidence la nécessité d'une action urgente de la part de la Commission européenne.

Si le règlement de l'UE de 2013 relatif au recyclage des navires interdit l'«échouage» (le démantèlement de navires sur les plages) et établit des règles pour recycler de manière sûre et durable les navires européens ainsi que les installations pétrolières et gazières flottantes, il ne réussit pourtant pas à atteindre son objectif dans la mesure où le droit maritime international facilite la permutation des pavillons.

Dans un avis élaboré en 2016 par le rapporteur **Martin Siecker** (groupe des travailleurs – Pays-Bas) et le corapporteur **Richard Adams** (délégué de la CCMI – Royaume-Uni), le CESE a plaidé pour l'instauration d'une incitation financière au titre du règlement relatif au recyclage des navires, afin de mettre un terme définitif

aux pratiques des armateurs qui dépavillonnent leurs navires et les immatriculent dans un pays tiers. L'instrument financier proposé par le CESE et désormais soutenu par les trois députés écologistes au Parlement européen prévoit le paiement d'une contribution spécifique pour chaque navire, qui serait déposée auprès d'une grande institution financière. Le capital nécessaire serait constitué par les propriétaires de navire qui, à chaque escale d'un de leurs bâtiments dans un port de l'UE, verseraient la cotisation appropriée au fonds qui lui est spécifiquement associé afin de financer son recyclage sûr et durable.

Des représentants de l'industrie du recyclage et des ports de l'UE ont confirmé qu'ils possédaient le savoir-faire nécessaire pour démanteler des navires conformément à la législation européenne et qu'ils étaient prêts à investir et créer des emplois durables dans l'Union. Cependant, les propriétaires de navire européens ont exprimé de sérieuses réserves, faisant valoir que la convention de Hong Kong de l'Organisation maritime internationale (OMI) a fixé des normes adéquates pour mettre fin aux abus mis en lumière par les participants à la manifestation, et ce en dépit de preuves claires que les «chantiers» agréés au titre de ladite convention ne respectent pas ne serait-ce que le plus bas niveau de conformité requis.

Selon l'OIT, l'«échouage» pratiqué dans les pays d'Asie du Sud constitue le travail le plus dangereux au monde. Depuis trente ans, la grande majorité des navires déclassés sont démantelés dans ces pays, où des travailleurs non protégés les démontent dans la zone intertidale, causant des ravages sur le plan environnemental. (sma)

Le CESE plaide en faveur d'un plan d'action à long terme pour l'économie sociale, d'ici à 2018



La deuxième **Journée européenne des entreprises de l'économie sociale (EES)** a vu plus de 130 représentants de l'économie sociale inviter les décideurs politiques à **accroître leurs efforts afin de permettre le développement de l'économie sociale.**

Dans son discours d'ouverture, **Michael Smyth**, vice-président du CESE, a appelé de ses vœux l'élaboration d'une feuille de route à long terme pour le secteur de l'économie sociale, dans le cadre du programme de travail de la Commission pour 2018.

La manifestation a permis de présenter **quatre études de cas** de start-up sociales européennes innovantes:

- PermaFungi (Bruxelles) est un projet urbain visant à produire des champignons à partir de marc de café, tout en créant des emplois durables en faveur de personnes peu qualifiées;
- Solidarity Salt (Grèce) a pour objectifs de renforcer la capacité d'action des femmes réfugiées et de développer l'économie locale. Le sel marin gastronomique est extrait de salines grecques et conditionné dans des sacs confectionnés à la main;
- HopHopFood (Paris) crée des zones de solidarité en faveur des personnes en situation de vulnérabilité alimentaire, tout en réduisant les déchets, au moyen d'une plateforme numérique;

● 6zero1 (Luxembourg) est un incubateur d'entreprises de l'économie sociale apportant son soutien aux entrepreneurs grâce à des formations, des financements et des conseils pour développer des activités viables économiquement.

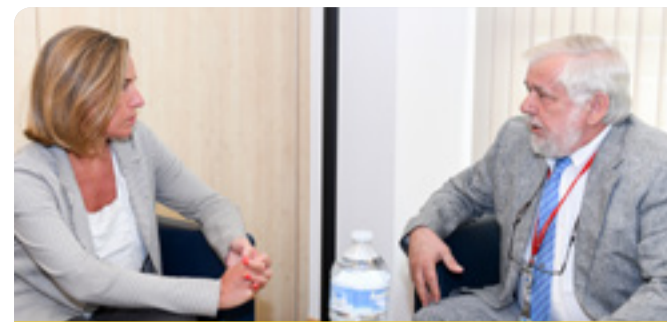
Ces succès ont inspiré des ateliers:

- l'atelier sur les **nouveaux modèles économiques**, qui a souligné la nécessité de protéger les entreprises de l'économie sociale en instaurant des conditions de concurrence équitables et en mettant un terme aux abus des entreprises traditionnelles;
- l'atelier sur le thème de l'**intégration des migrants**, qui a invité à faire progresser les politiques migratoires de l'UE pour faciliter un accès rapide au marché du travail et à mobiliser les médias afin de partager des récits d'expériences positives;
- l'atelier sur la **cohésion territoriale**, qui a plaidé en faveur d'un projet aux niveaux local et européen pour diffuser les bonnes pratiques en matière d'**activités bénévoles** en faveur de l'économie sociale et y associant les entreprises.

Le Comité travaille sur le thème de l'économie sociale depuis plus de dix ans et a créé des synergies avec les autres institutions de l'UE afin de promouvoir cette cause. (mr)

JOURNÉES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2017

Les 26 et 27 juin, le CESE a organisé l'édition 2017 de ses Journées de la société civile. Cet important rassemblement d'organisations de la société civile venues de toute l'Europe a fourni une contribution puissante de la société civile au débat engagé par la Commission européenne dans son «*Livre blanc sur l'avenir de l'Europe*». Il y a été lancé un appel énergique en faveur d'une nouvelle impulsion politique pour relancer l'UE en partant de nos valeurs fondamentales, ainsi que pour manifester l'engagement sans ambiguïté des organisations de la société civile d'aller de l'avant dans ce projet. Un certain nombre de **demandes essentielles** et d'engagements de la société civile (voir le lien suivant: <http://bit.ly/2vWVffV>) ont été adoptés et présentés aux organes décisionnels de l'UE. Ces points portaient sur les quatre questions épineuses que sont: **le populisme, la révolution technologique et son incidence sur le travail et la démocratie, la participation des organisations de la société civile et la cohésion sociale et territoriale.**



Federica Mogherini et Georges Dassis aux Journées de la société civile

Dans son discours d'ouverture, **Georges Dassis**, président du CESE, a demandé aux organisations de la société civile de jouer un rôle moteur en cette

période difficile et a attiré l'attention sur la montée du populisme.

Federica Mogherini, haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a souligné l'importance de la démocratie participative. Elle a abordé plus en détail le rôle joué par la société civile dans la crise des migrations et a suggéré que le CESE élabore un **avis sur le coût de la «non-migration»**: «*J'ai en effet le sentiment que si tous les migrants disparaissaient du jour au lendemain, des pans entiers de notre économie s'effondreraient dans la foulée*», a-t-elle déclaré. M. Dassis, président du CESE, a immédiatement repris à son compte la proposition de M^{me} Mogherini. (mr)

Débat sur l'avenir de l'Europe: le CESE plaide pour une vision commune

Lorsqu'il s'agit de décider de sa future trajectoire, l'UE devrait s'efforcer de développer une vision commune, se faisant l'écho du sentiment qui a inspiré ses pères fondateurs et qui a été une caractéristique de toutes ses grandes réalisations.



Dans sa **résolution sur le livre blanc de la Commission sur l'avenir de l'UE**, le CESE doute qu'une vision commune puisse découler d'un choix à effectuer entre les cinq scénarios proposés. Le Comité suggère plutôt à la Commission de rechercher des solutions dans les soixante années d'existence de l'UE.

Adoptée lors de la session plénière de juillet du CESE, la résolution résulte d'une demande formulée par le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, en avril. Elle constitue la première contribution du CESE au débat mené à l'échelle européenne sur l'avenir de l'Europe. Le Comité a également organisé des débats nationaux avec les représentants de la société civile dans 27 États membres. Leurs conclusions seront prises en compte dans un avis sur ce thème qui sera élaboré avant la fin de cette année.

Le CESE reconnaît qu'une intégration différenciée est parfois nécessaire et qu'une coopération renforcée entre certains États membres dans des domaines particuliers peut aider à surmonter des blocages ou à insuffler une dynamique positive dans le processus d'intégration de l'Union. Il souligne néanmoins la nécessité de promouvoir la convergence au sein de l'Union et de lutter contre la fragmentation et la division.

Le Comité estime que l'UE a besoin de stratégies globales et d'une approche cohérente. Un véritable débat sur l'avenir devrait également porter sur un meilleur partage du pouvoir politique entre tous les intervenants. La distinction traditionnelle entre le niveau national et le niveau européen devrait disparaître.

Le CESE préconise que le Parlement européen joue un rôle central dans la définition de la future orientation de l'UE, avec l'aide des parlements nationaux. Il plaide en faveur d'une intégration plus poussée, d'une avancée progressive vers une union politique dotée d'une dimension sociale affirmée, d'un approfondissement de l'Union économique et monétaire et d'une gouvernance plus cohérente. (ll)

Turquie: un appel à lever l'état d'urgence au plus tôt



Les négociations en cours sur l'élargissement, la libéralisation du régime des visas et l'union douanière ne peuvent progresser que dans un climat de respect des libertés civiles, affirment les organisations turques et européennes.

Lors de la séance d'ouverture de la 36^e réunion du comité consultatif mixte (CCM) UE-Turquie, **Georges Dassis**, président du CESE, a accueilli le ministre turc des affaires européennes, **Ömer Çelik**, en déclarant que «*malgré les tensions, le dialogue est absolument essentiel, en particulier dans les périodes difficiles comme celles que nous traversons actuellement*» et en faisant état de ses préoccupations concernant la situation actuelle en Turquie. «*Le CESE exprime sa solidarité et son plein soutien aux organisations de la société civile turque qui défendent la démocratie. Nous espérons que la Turquie redeviendra un jour totalement*

démocratique», a conclu M. Dassis. **M. Çelik** a quant à lui fait la déclaration suivante: «*Nous sommes fermement attachés au processus d'adhésion à l'Union européenne, notre ambition étant de devenir un État membre à part entière; toute autre forme de coopération ne nous intéresse pas*». Tout en réitérant sa vive condamnation de la tentative de coup d'État, le CCM a néanmoins insisté sur le respect du droit à un procès équitable et à une procédure judiciaire régulière, et a fait valoir que toutes les mesures prises devraient servir à renforcer la démocratie, les droits civils et la cohésion sociale, dans le respect des droits fondamentaux universels, de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de l'état de droit. Il a également exprimé ses vives inquiétudes quant aux arrestations et aux licenciements en masse de fonctionnaires. Le CCM réunit des représentants des sociétés civiles organisées de l'UE et de la Turquie. (ks)

Des solutions intelligentes pour des sociétés durables et inclusives

par le groupe des activités diverses du CESE

Dans le cadre de la présidence estonienne de l'UE, le groupe des activités diverses du CESE a organisé une réunion extraordinaire à Tallinn, la capitale de l'Estonie, le 12 septembre 2017.

La conférence sur «Des solutions intelligentes pour des sociétés durables et ouvertes à tous» était consacrée à la promotion des services et de l'administration en ligne, du développement urbain et des solutions électroniques. Elle a donné à examiner le rôle joué par ces facteurs pour ce qui est de donner un coup d'accélérateur à l'innovation et de construire une Union européenne durable et ouverte à tous, un aspect fondamental du programme de travail de l'actuelle présidence estonienne.

Plus d'une centaine d'experts et d'acteurs de la société civile locale ont assisté à cette manifestation. Au sommaire de la conférence, ouverte par Luca Jahier, président du groupe des activités diverses, figuraient des interventions de Indrek Saar, ministre estonien de la culture, et Arnold Rüütel, ancien président de l'Estonie.

La conférence s'est articulée autour de deux ateliers parallèles qui ont donné aux participants la possibilité d'examiner, d'une part, la question des technologies intelligentes au service d'un développement social équilibré et, d'autre part, celle des solutions intelligentes pour une agriculture durable.



Indrek Saar (ministre estonien de la culture), Arnold Rüütel (ancien président de l'Estonie), Luca Jahier (président du groupe des activités diverses, CESE)

Thèmes du premier atelier:

- le développement des services de santé en ligne;
- les solutions électroniques et les technologies d'assistance pour les groupes désavantagés;
- les avantages offerts par des sociétés ouvertes à tous.

Thèmes du second atelier:

- l'innovation et la durabilité dans le secteur agricole;
- le point de vue du CESE sur l'agriculture durable et l'innovation;
- des solutions électroniques simples pour une agriculture intelligente. (cl) ●

En transformant l'organisation du travail et les besoins en matière de compétences, la révolution numérique oblige les entreprises à s'adapter

par le groupe des employeurs du CESE

Le marché du travail de demain recherchera des travailleurs dotés de compétences numériques et entrepreneuriales et sera également demandeur de créativité. Le passage au numérique entraîne une flexibilité accrue dans l'organisation du travail, qui modifie le moment, le lieu et les modalités d'exécution des tâches. Il ne s'agit là que de quelques-unes des principales conclusions d'une étude publiée récemment et intitulée «Incidence de la numérisation et de l'économie à la demande sur les marchés du travail, et répercussions sur l'emploi et les relations entre partenaires sociaux».

Cette étude donne à examiner les effets de la numérisation sur l'emploi, les entreprises et les relations de travail sous l'angle de la création, de la transformation ou de la destruction d'emplois, de l'évolution des rôles joués par les salariés et les employeurs et des changements apportés à l'organisation du travail.

Contrairement à de nombreux autres travaux réalisés précédemment dans ce domaine, qui ont essentiellement analysé le point de vue des salariés ou des travailleurs qui offrent leur force de travail sur des plateformes en ligne, cette étude met tout particulièrement l'accent sur les aspects intéressant les employeurs, les secteurs et les entreprises de toutes tailles.



L'étude a été réalisée pour le Comité économique et social européen, à la demande de son groupe des employeurs, par une équipe de recherche du Centre d'études de la politique européenne (CEPS). Le document peut être téléchargé en cliquant ici. (lj) ●

Contre le radicalisme et le terrorisme, défendons nos valeurs démocratiques!

par le groupe des travailleurs du CESE

Les derniers attentats terroristes survenus à Bruxelles, Paris, Turku et Barcelone, qui ont entraîné la mort d'un grand nombre de personnes et de graves blessures pour un nombre plus important encore, nous ont montré, une nouvelle fois, que l'Europe continue d'être la cible d'actes de violence et de barbarie.

Ces terroristes cherchent à s'en prendre directement à notre système démocratique et à nos libertés, à notre coexistence

pacifique, ainsi qu'à nos valeurs de respect de la diversité.

C'est pourquoi notre société européenne doit donner une réponse commune et unitaire. Les partis politiques, les syndicats, les entreprises et les organisations de la société civile doivent s'exprimer d'une seule et même voix face à cette tragédie, en affirmant avec fermeté que les attaques et les menaces ne nous effraient pas et ne parviendront pas à détruire notre système démocratique et notre vivre-ensemble.

Dans le même temps, nous devons également nous détourner de ceux qui cherchent



à exploiter cette situation à des fins politiques et à se servir de ces meurtres pour s'en prendre aux migrants et aux réfugiés, en encourageant la xénophobie et le racisme.

Soyons tous unis pour défendre nos valeurs démocratiques, contre le radicalisme et le terrorisme que nous condamnons vigoureusement! ●

Rédaction:

Eleonora Di Nicolantonio (rédactrice en chef par intérim)
Daniela Marangoni (dm, rédactrice)

Contributeurs à la présente édition:

Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Francisco Soriano (fs)
Jonna Pedersen (jp)
Katerina Serifí (ks)
Laura Lui (ll)
Leszek Jarosz (lj)
Margarida Reis (mre)
Milen Minchev (mm)
Mireia Quingles (mq)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Katerina Serifí (ks)

Édition clôturée le 28 août 2017

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors, rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. (+32 2) 5469476
Télécopieur (+32 2) 5469764
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

EN BREF

Le vice-président du CESE, Gonçalo Lobo Xavier, membre du jury de la Capitale européenne du volontariat 2019

Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE chargé de la communication, a été invité pour la deuxième année consécutive à faire partie du jury qui choisira la Capitale européenne du volontariat 2019. Le 30 juin, trois villes candidates ont été présélectionnées:

Augsbourg (Allemagne), Cascais (Portugal) et Košice (Slovaquie). La ville lauréate du titre de capitale sera annoncée le 1^{er} ou le 2 décembre 2017. Pour de plus amples informations, consulter le site internet <http://www.cev.be/european-volunteering-capital-2019/>.



Forum mondial des médias de la Deutsche Welle

Le CESE a participé pour la troisième fois au Forum mondial des médias organisé par la Deutsche Welle. Cette manifestation qui s'est déroulée à Bonn du 19 au 21 juin avait pour thème *l'identité et la*

diversité. Des membres du CESE ont participé à plusieurs tables rondes et y ont présenté le point de vue de la société civile à quelque 600 journalistes et 1 500 autres participants.

Projection du film *Cérbh é Colmbanus*

Le 20 septembre 2017, à 18 h 30 dans la salle VMA 3, aura lieu la dernière projection dans le cadre des célébrations des 60 ans de la signature du traité de Rome: il s'agit d'un film de la BBC mettant en vedette saint Colmban, un missionnaire irlandais du VI^e siècle qui a tracé les contours de l'Europe avant que celle-ci n'existe, en

voyageant d'un pays à l'autre pour y fonder des monastères. L'ancienne présidente de l'Irlande, Mary McAleese, a voyagé en Irlande, en France, en Autriche, en Suisse et en Italie, et a découvert que l'ouverture à la diversité pouvait offrir bien des leçons à une Europe si souvent divisée à l'heure actuelle.



Label «Good Food» attribué à la cantine du CESE

La cantine conjointe du CESE-CdR s'est vu attribuer récemment par Bruxelles Environnement le label «Good Food», tant pour la qualité des aliments servis que pour sa gestion attentive du gaspillage alimentaire. Bruxelles Environnement a publié dans

sa lettre d'information un entretien avec Silvia Staffa, responsable du service Environnement et du service Restauration du CESE, et Catherine Van Ranst, chargée des projets d'alimentation durable au CdR, que vous pouvez lire en suivant ce lien: <http://bit.ly/2uF7YFI>.

Les stagiaires engagés par le CESE pour la session de printemps 2017 ont eu l'occasion de présenter les conclusions de leur rapport sur «*L'Union européenne dans les médias et les médias sociaux: point de vue des jeunes*» lors de la plénière de juillet. Ce rapport vise à formuler des recommandations à l'intention des membres du CESE et des institutions de l'UE sur la manière dont l'Union pourrait améliorer sa stratégie relative aux médias et aux médias sociaux afin de s'adresser plus efficacement aux jeunes générations.



CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp

Septembre 2017 / 7

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, anglais et français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/fr/news-media/eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au *Journal officiel de l'Union européenne* ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en octobre 2017.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.



Office des publications